

Dialogue structuré : propositions de la CSI

Vers une « APPROCHE d'ACTEUR » dans la coopération au développement

Table des matières

Introduction	3
1 Enseignements du passé : ajuster et améliorer le système de coopération au développement entre les OSC et l'UE.....	4
2 Une approche de la coopération au développement « AXEE SUR LES ACTEURS ».....	5
3 Traduire l'approche axée sur les acteur en nouvelles modalités d'appui des OSC.....	7
3.1 <i>UNE APPROCHE FONDEE SUR LES DROITS/environnement favorable</i>	7
3.2 <i>DIALOGUE (politique) STRUCTURE</i> comme élément d'organisation de la coopération	8
3.3 <i>TRAVAIL EN RESEAU MULTILATERAL ET INCLUSIF</i> lié à la mission principale des OSC et leur contribution à l'impact national et à l'efficacité du développement	11
3.4 <i>UNE APPROCHE GLOBALE : intégrant les multiples tâches des OSC dans un cadre cohérent</i> 12	
3.5 <i>UN ENGAGEMENT CONTRACTUEL A LONG TERME</i> fondé sur le dialogue, la prévisibilité, la responsabilité mutuelle et la gouvernabilité.	14
4 12 mesures à prendre.....	16
<u>Annexe : Résolution adoptée lors du 2è Congrès de la CSI de Vancouver en juin 2010 :</u>	
<u>Un modèle de développement durable et juste pour le 21è siècle.....</u>	18

Glossaire

Voir, pour un glossaire plus complet dans le domaine du développement des OSC, le site Web du CISOCH

CSI	Confédération syndicale internationale	www.ituc-csi.org
RSCD	Réseau syndical de coopération au développement	www.tudcnetwork.org
DS	Dialogue structuré (également appelé Quadrilogue) entre l'UE, le PE, les Etats membres et les réseaux des OSC	
CISOCH	Site Web wiki de soutien au dialogue social: Service d'assistance à la société civile (Civil Society Helpdesk) https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Main_Page	
OIT	Organisation internationale du travail	www.ilo.org
OSC	Organisation de la société civile. Il s'agit du terme de référence privilégié pour désigner le groupe du mouvement social, les organisations non gouvernementales et les autres acteurs non étatiques. Les termes ONG, OSC ou ANE sont toutefois très souvent employés comme synonymes bien qu'ils n'expriment pas la différence de type, ni l'éventail des acteurs.	

Introduction

Le présent document est un projet de document de prise de position présenté, pour discussion, au sein de la CSI, suite aux sessions du dialogue structuré organisées par la Commission européenne avec les plateformes de la société civile¹, les Etats membres de l'UE et le Parlement européen.

Le DS vise une coopération plus efficace entre les OSC et l'UE et devrait aboutir à un consensus sur un certain nombre d'améliorations portant à la fois sur les instruments de programmation et de développement des OSC, ainsi que sur le contenu et le format des dialogues politiques avec les OSC sur l'agenda plus large du développement.

Des informations complètes sur le DS sont disponibles en plusieurs langues sur le site Web consacré à la société civile et créé par la Commission².

L'objectif principal de notre contribution est de proposer une « APPROCHE D'ACTEUR » plus adaptée aux besoins du mouvement syndical (et de nombreux acteurs OSC), aux différentes parties prenantes (non seulement à la Commission européenne, mais également aux Etats membres, aux membres du Comité du développement du Parlement européen et aux autres plateformes des OSC). L'idée a été présentée et débattue lors de la Conférence du RSCD à Stockholm (Runo) en octobre 2009 puis modifiée au cours des réunions³ du RSCD de Madrid et Helsinki. Elle a été enrichie par les conclusions des documents de référence (documents d'évaluation) et par les débats avec d'autres réseaux et participants au DS.

Nos propositions reposent sur les besoins et pratiques que nous avons identifiés en tenant compte de la diversité de la coopération syndicale au développement et ne sont pas obligatoirement représentatives des expériences des autres acteurs. Nous sommes toutefois convaincus que l'approche d'acteurs peut contribuer à relever les défis importants dans le domaine de l'efficacité du développement. Cette approche ne saurait être une solution universelle, elle peut néanmoins contribuer à changer le paradigme de l'efficacité du développement, en le détournant de l'impasse des débats techniques du secteur de la coopération au développement, et en l'orientant vers les politiques d'un développement durable, portées et appropriées par les citoyens.

¹ 10 plateformes sont actuellement invitées : CONCORD/ ONG de développement, Cooperatives Europe, ENOP/ fondations politiques, Green10/environnement, HRDN/ droits de l'Homme, CSI, Platforma/ autorités locales, Croix Rouge, Forum des jeunes et Chambres de commerce.

² voir: [CISOCH \(click\)](#)

³ Voir pour les rapports et les documents: [Bulletins d'informations](#) du RSCD "Trade Union Focus on Development" 2009, 2010

Vers une APPROCHE d'ACTEUR dans la coopération au développement

1 Enseignements du passé : ajuster et améliorer le système de coopération au développement entre les OSC et l'UE

Le système actuel de collaboration entre l'UE/les gouvernements et les OSC s'est révélé problématique en termes de qualité, quantité et par d'absence de stratégie, de résultats/d'impact visibles.

Telle est la conclusion que semble tirer l'analyse limitée et menée principalement par les donateurs/gouvernements, des pratiques⁴ passées et actuelles.

Les problèmes identifiés sont les suivants :

- Multiples atteintes au droit d'initiative par les politiques de concentration/d'harmonisation, les obligations administratives, les prescriptions d'ordre politique (priorités gouvernementales)⁵ ou l'inclusion des OSC dans les programmes géographiques, c'est-à-dire contrôlés par les gouvernements (par exemple FED).
- Un « dialogue politique »⁶ « permanent et structuré » insuffisant
- La valeur ajoutée de l'acheminement de l'aide à travers les OSC n'est pas exploitée de manière optimale.
- Ressources et capacités limitées des agences des donateurs/de l'UE⁷ centralisées et décentralisées en particulier, afin d'aborder de manière appropriée les politiques relatives aux OSC.
- Manque de prévisibilité et de stratégies à long terme
- Insuffisances multiples du système d'appels à propositions⁸ (à répondre aux éléments ci-dessus) mais également
 - très faible taux de réussite ;
 - concurrence entre parties /organisations inégales

⁴ La plupart des analyses, études de fond et rapports est commissionnée par les donateurs/gouvernements ou l'UE, ou leur est adressée. La plupart des conclusions concerne par conséquent les politiques des gouvernements. Très peu d'études ont, jusqu'à présent, été réalisées du point de vue des OSC elles-mêmes ou reposent sur des recherches réalisées par les OSC. L'Open forum mènera une recherche dirigée par les OSC sur plusieurs de ces questions, en particulier sur l'environnement favorable. Les conclusions et résultats de ce processus sont attendus au plus tard en 2011.

⁵ Voir *Mapping of Donors' Conditions and Requirements for CSO funding*, Rapport final Cecilia Karlstedt, Consulting AB (contrat SIDA) 23/05/2010.

⁶ Voir le Rapport spécial 4/2009 de la Cour des Comptes sur la gestion de la Commission de la participation des Acteurs non étatiques à la coopération de l'UE au développement.

⁷ Voir notamment *Conclusion of Evaluation of the EC aid channelled through civil society organisations ECDPM* (à l'intention de la Commission de l'UE), décembre 2008.

⁸ Voir le rapport de la Cour des Comptes Op.cit.

- nécessité d'obtenir des résultats à court terme et utilisation inappropriée des cadres logiques ;
 - l'évaluation des propositions est faussée par des critères technocratiques, souvent politiques et extérieurs au contexte, des interprétations et des jugements typiquement non-opposables ;
 - absence totale de dialogue et d'interaction entre le donateur (UE) et le bénéficiaire sur les actions soutenues.
- Les **limites de l'approche reposant sur les projets/programmes thématiques, sectoriels et géographiques** en termes de durabilité des actions et de leur suivi (y compris la provision des ressources locales) et de leur fragmentation : nombre trop élevé de programmes, de projets individuels, d'enveloppes, charge administrative trop importante; surveillance insuffisante, capacité et collaboration insuffisantes/très limitées du donateur⁹.
 - Les **instruments de planification, de suivi et d'évaluation** utilisés actuellement ne **permettent pas** de répondre **de manière adéquate** à la spécificité des contributions des OSC au développement (social).

2 Une approche de la coopération au développement axée sur les « ACTEURS »

Les preuves multiples des insuffisances de la coopération de l'UE indiquent en effet une **« défaillance systémique »** plutôt que des insuffisances techniques. Le dialogue structuré devrait par conséquent avoir pour ambition **d'ajuster la structure et le paradigme dans leur ensemble**. Le Consensus européen (2006) a établi des principes pratiques et de précieuses lignes directrices politiques. Toutefois, sa mise en œuvre, à travers la nouvelle génération d'instruments¹⁰, n'a pas encore transcrit les implications du Consensus dans une approche radicalement nouvelle tenant compte de l'élargissement de l'éventail et de la collaboration avec les nouveaux acteurs des OSC en tant que partenaires du développement¹¹.

Les nouveaux partenaires (syndicats, coopératives, organisations de jeunesse, fondations politiques, autorités locales...) ne font pas qu'augmenter le « nombre » d'acteurs. Ils apportent également des approches spécifiques en termes d'organisation (adhésion de membres) et de développement (reposant sur leur agenda et expérience en tant qu'acteurs sociaux), qui diffèrent des OSC traditionnelles du Nord et de leurs partenaires dont l'action est orientée vers la prestation de services ou le plaidoyer dans le domaine du

⁹ Voir GSDRC et ECDPM; Op.cit.

¹⁰ ICD et IEDDH...

¹¹ Seules les ONG intervenant dans le domaine du développement ont participé au premier processus du quadrilogue, Palerme 2003. Voir rapport sur SICOH.

développement. Toutefois, le volume des ressources disponibles n'a pas augmenté, alors que les instruments & outils ont été remaniés sur la base des mêmes principes opérationnels (ONG) qu'avant.

En reconnaissant la société civile comme « basée sur les acteurs », *l'accent du processus du développement est mis sur les personnes représentées par les OSC* : les **personnes organisées** qui sont amenés à être **elles-mêmes acteurs de leur développement individuel et collectif**. Il s'agit d'une qualité fondamentale de l'action de la société civile qui fait la différence à bien des égards et/ou complète/soutient les actions gouvernementales en matière de coopération au développement¹².

Néanmoins, comme l'indique la plupart des évaluateurs¹³, cette dynamique intrinsèque de la société civile n'est pas considérée, dans la plupart des cas, comme un élément déterminant pour soutenir une stratégie de développement orientée sur les OSC. Dans ces conditions, le potentiel de la société civile n'est souvent pas soutenu de façon optimale.

« Le changement de paradigme vers le développement participatif »¹⁴ ne reflète que partiellement cette problématique. L'important n'est pas seulement le processus en lui-même ; **mais la reconnaissance par les donateurs et les gouvernements de l'autonomie et de l'initiative des partenaires de la société civile à tous les niveaux et de la prise en compte de ces éléments dans leur action.** Ceci présente des dimensions multiples qui affectent non seulement le dialogue politique, les instruments ou les stratégies nationales... mais également tous les éléments de la coopération OSC-UE/donateur/gouvernement : **une approche d'acteur est ainsi nécessaire.**

¹² Il est possible de voir la démocratie à l'œuvre lorsque les syndicats sont en mesure d'intervenir librement, de promouvoir les négociations collectives et de jouer pleinement leur rôle de partenaires sociaux dans les dialogues sur les politiques et l'avenir de leur nation. » Helen Clark, Administratrice du PNUD, lors d'un discours prononcé à l'occasion du 2^e Congrès de la CSI, Vancouver, 24/06/2010.

¹³ GSDRC, ECDPM, Consulting AB, ...

¹⁴ Voir site Web de CISOCH; l'accent sur la participation est le résultat direct et positif du premier Quadrilogue. Outre les difficultés de mise en œuvre de cette nouvelle approche (voir rapport de la Cour des Comptes), comme indiqué ci-dessus, celle-ci ne tient pas compte des besoins conceptuels et méthodologiques du concept de société civile au sens large, et en particulier des réseaux des nouveaux partenaires individuels.

3 Traduire l'APPROCHE d'ACTEUR en nouvelles modalités d'appui des OSC

Une approche d'acteur permet de faire face à un large éventail de problèmes et de questions liés aux systèmes actuels d'aide et à son efficacité, à travers les acteurs non étatiques. Elle place le dialogue entre les partenaires autonomes, mais engagés dans la promotion du développement, au cœur de sa stratégie ; laquelle repose sur la responsabilité partagée des résultats et la responsabilité mutuelle.

3.1 UNE APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS/environnement propice.

Bien que la contribution des OSC au développement¹⁵ soit de plus en plus connue, la confusion persiste, dans les textes et la pratique, en ce qui concerne le caractère précis de l'interaction entre l'Etat et la société civile. Cette ambiguïté se retrouve de différentes façons au niveau des Etats, aussi bien au nord et qu'au sud, dans **la prescription des « priorités » et/ou des « choix », ainsi que dans d'autres conditionnalités politiques ou concrètes**, et dans les méthodes de gouvernance relatives aux actions et activités¹⁶ des OSC. Elle s'illustre également dans les (rares) exemples existants de bonnes pratiques de mécanismes nationaux de coordination de la société civile avec les donateurs et gouvernements. Bien que ceux-ci puissent constituer des instruments de dialogue et/ou d'exécution très utiles, ils restent volontaires ou omettent de reconnaître une approche fondée sur les droits vis-à-vis de l'existence des OSC et de leurs activités.

Des exemples positifs de reconnaissance des OSC, fondée sur les droits et issue de la Déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations Unies, reconnaissant la liberté d'association, sont présentés dans la Recommandation CM/Rec(2007)14 du Comité des ministres à l'intention des Etats membres sur le statut juridique des organisations non-gouvernementales en Europe, qui énumère les principes et objectifs.

Par ailleurs, les Conventions 87 et 98 de l'OIT sur la liberté d'association et les négociations collectives¹⁷ vont plus loin d'un point de vue juridique, en ce qui concerne les syndicats et organisations patronales.

Les principales caractéristiques de ces « réglementations » sont

- l'absence de conditions imposées par l'extérieur
- l'interdiction d'ingérence de l'Etat dans l'organisation/les activités des « OSC » et
- un système de contrôle mutuel applicable et fondé sur le dialogue.

¹⁵ Voir les nouvelles et importantes références à la contribution des OSC aux paragraphes 13 et 20 du PAA.

¹⁶ Voir la référence aux conditionnalités dans *Mapping of Donors' Conditions and Requirements for CSO funding*, Op. cit.

¹⁷ http://en.wikipedia.org/wiki/Freedom_of_Association_and_Protection_of_the_Right_to_Organise_Conventions,_1948

3.2 DIALOGUE (politique) STRUCTURE comme élément d'organisation de la coopération

Le **DIALOGUE STRUCTURE** devrait être le principe d'organisation de la coopération basée sur les droits, contrairement à l'appel à propositions et la consultation illusoire sur les politiques ou les « dialogues » avec les OSC. Cela signifie que les dialogues avec les OSC sur les politiques et les programmes devraient être fondés sur le dialogue entre les OSC, au niveau individuel et collectif, et les autres partenaires du DS (Commission, Etats membres et Parlement européen). Contrairement à l'exercice actuel, ce Dialogue structuré, **devrait être fondé sur les droits, permanent, cogéré/dirigé par les multiples participants et doté de ressources suffisantes**¹⁸.

L'établissement d'un tel dialogue structuré avec les autres acteurs membres du comité du DS, exige d'identifier les réseaux représentatifs et réceptifs de la SC, comme interlocuteurs permanents et auto-organisés, à travers un groupe consultatif des OSC, et membres, comme. Cette **autorégulation de la communauté des OSC** doit être considérée comme partie intégrante du droit d'initiative de la société civile¹⁹.

Le dialogue avec des réseaux individuels reconnus dans le domaine de **LA PROGRAMMATION** devrait mettre en œuvre une approche différente vis-à-vis de la relation contractuelle et garantir avant tout une compréhension mutuelle et l'adhésion à la vision et la mission de l'action à lancer. Ceci permettra également une programmation intégrée, ainsi qu'une méthodologie de suivi, d'évaluation et d'apprentissage axée sur le changement durable suscité par l'action, soutenue et mise en œuvre de manière conjointe.

Cette transformation du cycle de projet traditionnel en **une approche de planification intégrée, avec un impact à long-terme et basée sur le dialogue politique** entre l'acteur/le réseau et le gouvernement/donateur, garantira l'engagement politique en faveur de la **responsabilité mutuelle** et sensibilisera les acteurs sur la nécessité d'utiliser des **mécanismes financiers innovants et plus réceptifs** afin de soutenir ces actions, y compris des systèmes de compte-rendu adaptés.

Quant aux **DIALOGUES POLITIQUES**, l'actuel Groupe de contact des parties prenantes est considéré obsolète dans la mesure où il n'a pas répondu aux attentes. Ce type de NON-consultation a été vivement critiqué par de nombreuses parties prenantes et autres

¹⁸ Voir pour référence: Dialogue structuré avec les jeunes sur le lien suivant http://ec.europa.eu/youth/focus165_en.htm

¹⁹ L'expérience d'autres groupes d'OSC autorégulés confirme en effet les résultats inclusifs et représentatifs de tels exercices. (voir Structures des jeunes du Conseil de l'Europe ou BetterAid, plateformes des OSC Open Forum).

acteurs²⁰. Il serait par conséquent approprié d'inclure ce type de dialogues politiques dans le cadre plus large du Dialogue structuré et d'identifier les questions de développement pertinentes qui seraient débattues au sein des groupes de travail thématiques dans le cadre d'un processus de DS codirigé, permanent, doté des ressources nécessaires et lié aux processus décisionnels institutionnels appropriés.

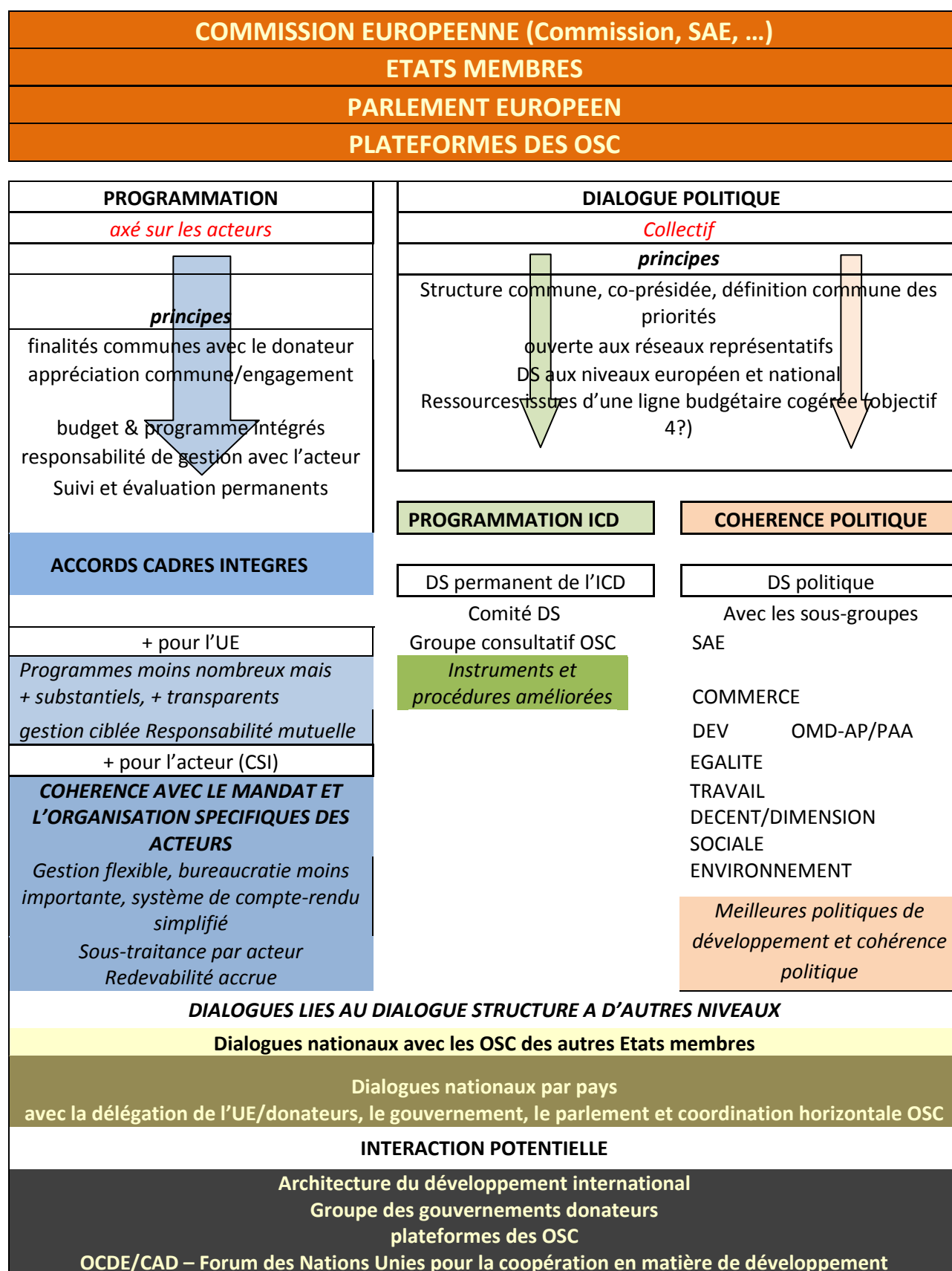
Le dialogue structuré collectif et individuel avec les réseaux des OSC doit être établi de manière permanente comme instrument codirigé de dialogues sur les programmes et les politiques. Il doit, en outre, respecter pleinement l'autonomie et le droit d'initiative des OSC et garantir la responsabilité partagée et mutuelle.

Le succès d'un DS, impliquant tous les partenaires au niveau de l'UE, peut également avoir un impact positif sur l'amélioration et la mise en place d'une architecture du développement international plus appropriée vis-à-vis de la coopération des OSC, et renforcer les résultats du PAA. Les processus parallèles actuels, relatifs aux OSC (BetterAid et Open Forum) ainsi que le rôle majeur de l'UE dans le suivi du PAA et l'existence d'un groupe actif de gouvernements donateurs, peuvent tous potentiellement contribuer à améliorer et renforcer l'efficacité de l'appui des OSC dans le domaine de la coopération au développement.

LE DIALOGUE STRUCTURE DOIT DEVENIR, A TOUS LES NIVEAUX, LE « PRINCIPE D'ORGANISATION » DE LA COOPERATION AVEC LA SOCIETE CIVILE DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT

²⁰ Voir op.cit. de la Cour des Comptes sur la mauvaise qualité des dialogues et l'exploitation insuffisante du potentiel des OSC.

DIALOGUE STRUCTURE



3.3 TRAVAIL EN RESEAU MULTILATERAL ET INCLUSIF lié à la mission principale des OSC et leur contribution à l'impact national et à l'efficacité du développement

LE TRAVAIL EN RESEAU ENTRE PAIRS constitue, pour nombre de nouveaux partenaires OSC, le principal mode opératoire afin de renforcer l'impact de leur contribution sur le développement national.

Le manque de compréhension de la **valeur ajoutée et de l'impact concret des réseaux internationaux des OSC sur le développement** d'une part, et la mise en œuvre irréfléchie de nouvelles politiques promues par l'Etat, à travers les systèmes nationaux d'appui à la société civile d'autre part, menacent l'autonomie de la coopération des OSC dans la mesure où ceux-ci ont tendance à réduire la contribution des OSC à la simple prestation de services²¹. En pratique, le soutien des mouvements sociaux locaux dans les pays est, à bien des égards, plus efficace lorsqu'il est réalisé à travers leurs propres réseaux internationaux, garantissant ainsi un appui indépendant par les pairs et le renforcement des capacités liées à leurs principales activités sociétales²².

LE CADRE POLITIQUE GLOBAL DOIT ETRE PROPICE A NOTRE ACTION : POUR UN MODELE DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET JUSTE

Cela signifie, pour le mouvement syndical, que les gouvernements devraient chercher, systématiquement et en priorité, à intégrer l'agenda du travail décent dans les politiques macroéconomiques et les cadres de l'aide au développement au niveau national. Il s'agit là d'un moyen indispensable de relever les défis de l'élimination de la pauvreté et du partage équitable des bénéfices de la croissance au sein de la société. Le 2^e Congrès de la CSI, qui s'est tenu à Vancouver en juin 2010, a adopté une résolution politique pertinente, soulignant la contribution du mouvement syndical à la recherche d'un nouveau modèle de développement durable fondé sur la justice sociale²³.

²¹ *Support Models for CSOs at the Country Level*: résumé d'une étude commissionnée par les pays nordiques et donateurs, janvier 2008. Bien qu'il identifie des défis non spécifiques (par exemple les critères généraux de la DP), le document est manifestement peu concluant en ce qui concerne la valeur ajoutée de cette approche nationale.

²² Tout en élargissant son partenariat avec les mouvements sociaux internationaux/réseaux des OSC, l'UE a réduit de façon spectaculaire la proportion multinationale du budget ANE afin de privilégier les allocations nationales à la 'société civile' des délégations de l'UE, en plus des sommes déjà importantes allouées à la société civile dans le cadre des instruments géographiques, dont l'efficacité et l'impact restent à évaluer.

²³ Voir le document en annexe.

L'APPROPRIATION DEMOCRATIQUE est un élément constitutif de cette coopération OSC. Les organisations représentatives constituent un atout majeur pour l'agenda de l'efficacité du développement²⁴ puisqu'elles disposent de structures et d'organes de décision démocratiques, indépendants, agissent de leur propre droit, et assurent le lien entre le développement local, les lieux de travail et la communauté, avec les stratégies nationales et internationales, y compris Sud-Sud. L'agenda de l'appropriation démocratique est inévitablement lié à la liberté d'association et à la capacité du mouvement syndical national à intervenir et, en dernier ressort, à la qualité de la démocratie, comme condition préalable à l'efficacité du développement.

La capacité multilatérale ainsi que l'impact et l'efficacité au niveau national, qui encadrent le droit d'initiative et trouvent leurs racines dans une approche fondée sur les droits, devraient être des éléments prioritaires de **l'appui à travers les réseaux des OSC**.

Le dialogue structuré, basé sur des discussions et décisions partagées et co-présidées, peut permettre une meilleure compréhension de la contribution inclusive des OSC au développement et repositionner les acteurs gouvernementaux et (la diversité des acteurs) non-gouvernementaux, dans leurs mandats respectifs (et respectés), y compris l'interaction entre l'efficacité au niveau national et leurs modes opératoires au niveau international²⁵.

3.4 UNE APPROCHE GLOBALE : intégrant les multiples tâches des OSC dans un cadre cohérent

De nombreux mouvements sociaux, tels que les syndicats, même s'ils représentent différents publics, participent aux agendas multiples qui affectent le développement dans les pays/mondialement, sur base des missions principales leurs assignées par les adhérents.

- Renforcement des capacités, sensibilisation, éducation et formation
- Recherche et élaboration des politiques, suivi et évaluation
- Plaidoyer et représentation institutionnelle dans le domaine des droits humains, de l'égalité de genre, du travail décent, de la migration et l'asile, de l'Education pour tous, de la santé... aux niveaux local, national, régional et international
- Actions de visibilité, information et communication
- Développement organisationnel, gouvernance démocratique et travail en réseau, du lieu de travail, au niveau sectoriel, national, régional et international.
- Gestion et suivi de programme...

²⁴ Les exemples du rôle des mouvements sociaux à l'origine de changements majeurs des tendances du développement dans l'histoire contemporaine sont explicites : Solidarnosc en Pologne ; le rôle moteur des syndicats au sein de la société civile en Guinée, Népal... a contribué à des changements systémiques ; d'autres à travers des processus politiques démocratiques ont été les artisans du changement social et politique au Brésil, en Afrique du Sud, en Indonésie...

²⁵ Notamment en termes de valeur réelle des "coûts de transaction"

- Prestation de services à l'intention de leurs membres et communautés (logement, éducation, assistance juridique, crédit et services financiers, services de santé...).

Nombre de ces aspects apparaissent, dans le système actuel de programmation (de l'UE), dans différents instruments ou programmes, qui obéissent à des calendriers différents et emploient différents types d'outils (la plupart du temps des appels à propositions, parfois des contrats). Ces circonstances pénalisent très souvent les OSC en raison des **conséquences très négatives sur leurs capacités** et le **manque de cohérence programmatique**.

Système actuel d'appui potentiel des actions de la CSI	
Reposant sur les appels à propositions	
Droits humains	IEDDH
Egalité	IIP
Travail décent	IIP
VIH SIDA	IIP
sensibilisation et information	ICD Obj 2
coordination et travail en réseau	ICD Obj 3
renforcement des capacités	ICD Obj 1
national	1a
régional/international	1b
administration et gestion	tous

Nous appelons par conséquent à **un cadre d'actions et d'activités plus intégré, fondé sur le dialogue politique et la cohérence entre les acteurs**. Ce cadre devrait contribuer à l'objectif général lié à la mission des acteurs, en tenant compte de la concordance et de la cohérence des fonctions multiples des acteurs, de leurs structures internes et processus de décisions. Il devrait garantir la capacité globale à matérialiser le changement requis dans les modèles de développement, au niveau national et mondial, qu'il promeut.

Appui alternatif des programmes de la CSI	
Fondé sur un dialogue intégré sur les programmes	
Droits humains & Démocratie Egalité Travail décent VIH SIDA sur le lieu de travail Sensibilisation et information Coordination et travail en réseau, notamment au niveau régional (Afrique, Amérique, Asie-P, Europe) Renforcement des capacités national régional/international Administration et gestion Autres services Campagnes	Accord cadre

3.5 UN ENGAGEMENT CONTRACTUEL A LONG TERME fondé sur le dialogue, la prévisibilité, la responsabilité mutuelle et la gouvernabilité.

Les insuffisances du système actuel basé sur l'appel à propositions ont été largement documentées. Les alternatives possibles ont également été énumérées et devraient maintenant être examinées au regard de leur faisabilité, leur contribution et utilité par rapport aux résultats proposés de la coopération au développement des OSC, et de leur faisabilité en termes de gestion, qualité et équité en matière d'affectation et de responsabilité.

Le recours aux nouveaux mécanismes²⁶ d'appui des réseaux des OSC : financement de base, programmes cadres... devraient être promus tout en respectant pleinement l'intégrité du droit d'initiative des OSC (appropriation). La collaboration à long terme du donateur et du réseau OSC et leur responsabilité mutuelle, l'évaluation continue des progrès et de l'impact et les outils simplifiés de gestion constituent quant à eux des éléments constitutifs d'un nouvel instrument d'appui des OSC.

L'autonomie de l'appui des OSC devrait être garantie vis-à-vis des accords²⁷ (bilatéraux) entre Etats, évitant ainsi la possibilité que le donateur ou le pays partenaire ou les deux impose (ent) des priorités, des conditionnalités, ou des préférences politiques aux OSC et leurs actions, et enfreignent le droit d'initiative et l'autonomie fondamentale de la société civile²⁸. La question de l'appropriation ne concerne pas seulement les Etats partenaires ; elle concerne également, de façon distincte et non-contradictoire les OSC. L'appropriation des OSC doit être comprise comme l'abstention des Etats à s'ingérer dans les politiques et les organisations des OSC, tout en reconnaissant leur droit d'initiative et la valeur de leur contribution à la démocratie et au développement.

Il est malvenu d'imposer des stratégies gouvernementales aux réseaux des OSC qui ont, de plein droit et de manière autonome, et sur la base de leurs propres processus décisionnels démocratiques, établi leurs propres priorités géographiques et thématiques/sectorielles. C'est avant tout **la responsabilisation des acteurs représentatifs (dans le sens large d'une démocratie vivante et dynamique)** et non la mise en œuvre de projets ou programmes techniques qui assurera le changement durable des modèles de développement.

²⁶ Ceux-ci ne sont pas nouveaux dans la mesure où ils sont déjà largement mis en œuvre dans la coopération entre Etats, mais également dans de nombreux exemples de collaboration bilatérale entre OSC (voir analyse comparative des Programmes cadres avec les OSC par l'Agence autrichienne de développement, 2010 et *Mapping of Donors Conditions and Requirements for CSO funding*; op.cit).

²⁷ Il s'agit, entre autres, de l'une des principales raisons de l'échec du chapitre de l'accord de Cotonou concernant la société civile: outre les bonnes pratiques relevant exclusivement de la bonne volonté de certains gouvernements partenaires, aucun élément fondé sur les droits ne garantit à la société civile d'être reconnue et acceptée comme partenaire à part entière par les gouvernements partenaires (et les délégations de l'UE)

²⁸ Voir EESC Rex/296 *On DCI of the EU: the role of organised civil society and social partners*. Iuliano, juin 2010

Des méthodes de suivi et évaluation de la contribution des programmes des OSC au développement, orientées vers les acteurs et les personnes devraient remplacer les stratégies et méthodologies inappropriées, basées sur des résultats à court terme et sur l'attribution des résultats à l'appui (du donateur) qui sont imposées aux programmes de développement des OSC.

Une planification globale à long-terme, favorisant l'intégration verticale, pourrait constituer un atout important pour renforcer l'efficacité des OSC au niveau national, tout en respectant pleinement leur autonomie et leur droit d'initiative. Les programmes fondés sur les acteurs favoriseront également l'harmonisation entre les donateurs vis-à-vis des programmes des OSC, à travers le financement commun et les systèmes communs de suivi et évaluation, de compte-rendu et de gestion par les différents donateurs (UE, Etats membres, organisations multilatérales et privées).

Le recours à la programmation intégrée permettra également, conjointement au dialogue sur les politiques et les programmes, d'établir un engagement mutuel vis-à-vis des résultats et de l'évaluation. Il pourrait également réduire considérablement le nombre de programmes et leur administration complexe, ainsi que la supervision de la contribution et de l'interaction des multiples acteurs dans les stratégies et actions de développement. Davantage de dialogue avec moins d'acteurs (à travers les réseaux horizontaux ou verticaux et l'alignement des acteurs); des programmes moins nombreux mais intégrés; et l'alignement des donateurs et l'harmonisation des procédures simplifieront énormément la stratégie d'exécution et les coûts de gestion et de supervision.

Toutefois, comme cela est expliqué ci-dessus, l'important est d'accorder la priorité aux politiques et non aux aspects financiers, d'établir dans un premier temps le système de dialogue politique et d'engagement mutuel, plutôt que d'optimiser l'affectation des ressources.

4 12 mesures à prendre

1. Établir le dialogue structuré comme instrument permanent, coprésidé et doté de ressources cogérées, de la participation des OSC à la programmation et aux dialogues politiques.
2. Soutenir la constitution d'un groupe consultatif des OSC dans le cadre de l'organisation du DS.
3. Reconnaître le droit à l'autorégulation et la capacité de la communauté des OSC comme base du dialogue structuré.
4. Intégrer le Groupe de contact des parties prenantes (SAG-Stakeholders Advisory Group) dans une nouvelle structure de DS sur les dialogues politiques.
5. Établir des dialogues sur les programmes avec les réseaux individuels d'OSC afin d'évaluer les besoins et de garantir les engagements et responsabilités mutuelles.
6. Garantir le droit d'initiative des OSC à tous les niveaux et réviser les programmes géographiques, sectoriels et thématiques inter-gouvernementaux (bi- et multilatérales) afin de garantir l'autonomie et l'appui des OSC fondé sur les droits (financement « indépendant » des OSC).
7. Réviser et, dans la mesure du possible, intégrer les instruments afin de garantir l'intégration des actions et la cohérence du point de vue des acteurs.
8. Promouvoir les accords cadres avec les réseaux mondiaux (y compris la sous-traitance élargie), en réduisant le nombre d'acteurs (programmes) afin de garantir l'efficacité de la gestion et de l'évaluation de l'impact, comme outil nécessaire et complémentaire de l'appui des OSC au niveau national.
9. Reconnaître la nécessité d'établir des instruments diversifiés et l'utilité de l'alignement des donateurs, de l'harmonisation et de la coopération/division du travail, afin de répondre à la diversité des besoins des différents acteurs.
10. Ajuster les méthodes de planification, suivi et d'évaluation basées sur les résultats à court terme, afin de pouvoir mesurer et évaluer les progrès, les changements et l'impact des contributions des acteurs sur le développement de manière plus appropriée et efficace.
11. Promouvoir les mécanismes nationaux de dialogue structurel basé sur les droits et l'intégration horizontale.
12. Compte tenu des besoins exprimés dans les demandes de financement et du taux de couverture extrêmement faible, **TOUTES LES PARTIES CONCERNEES DEVRAIENT GARANTIR**, comme condition préalable et sine qua non, **L'AUGMENTATION SUBSTANTIELLE DU FINANCEMENT DES OSC.**